



En Bref

Énergie

- Le Ministère des Énergies Nouvelles et Renouvelables (MNRE) a annoncé des appels d'offre à venir pour le déploiement de capacités d'énergies renouvelables, en forte hausse par rapport aux années précédentes (50 GW par an à partir de l'année fiscale 2023-2024 contre 15 GW au maximum par le passé).
- Le Ministère de l'Énergie souhaite intégrer au sein de l'entreprise publique la National Hydropower Corporation deux filiales d'une autre entreprise publique la National Thermal Corporation (NTPC), afin de créer une seule entreprise publique d'hydroélectricité.
- Les premiers appels d'offre pour bénéficier de subventions à la production d'hydrogène vert en Inde seront lancés ce trimestre et ces incitations s'élèveront au maximum à 0,55€/kg (50 INR/kg) la première année, soit environ de 15 % du prix actuel de production de l'hydrogène vert en Inde.
- Des réformes dans le système électrique sont envisagées pour réduire la dette des entreprises de distribution d'électricité (discoms) et attirer les investissements privés sur l'ensemble de la chaîne de valeur du système électrique.
- A l'occasion de la visite du roi de Bhoutan en Inde, les deux pays ont réaffirmé leur volonté de mettre le développement de l'hydroélectricité au cœur de leur relation bilatérale.

Transport

- Un premier tronçon de 17 km de la ligne ferroviaire régionale semi-grande vitesse Delhi-Ghaziabad-Meerut devrait entrer en service en juin 2023.
- Le ministre des Ports, du Transport Maritime et des Voies navigables insufflé une nouvelle dynamique au cabotage maritime en proposant de lui accorder le statut d'infrastructure et d'ouvrir la possibilité de financer les projets en PPP avec subvention d'équilibre (Viability Gap Funding).
- Statiq, fournisseur de réseau de recharge de véhicules électriques, a remporté une commande de l'entreprise publique Hindustan Petroleum (HPCL) pour le déploiement de 500 bornes de recharge.

- Adani Ports and Special Economic Zone Limited (APSEZ) a fait l'acquisition du port de Kairakal (Pondichéry) pour la somme de 164,7 M EUR (1485 Cr INR) renforçant ainsi sa position dans le secteur du transport et de la logistique.

Ville

- Le Comité d'experts de haut niveau sur la planification urbaine a remis son rapport final au ministre du Logement et des Affaires Urbaines (MoHUA).

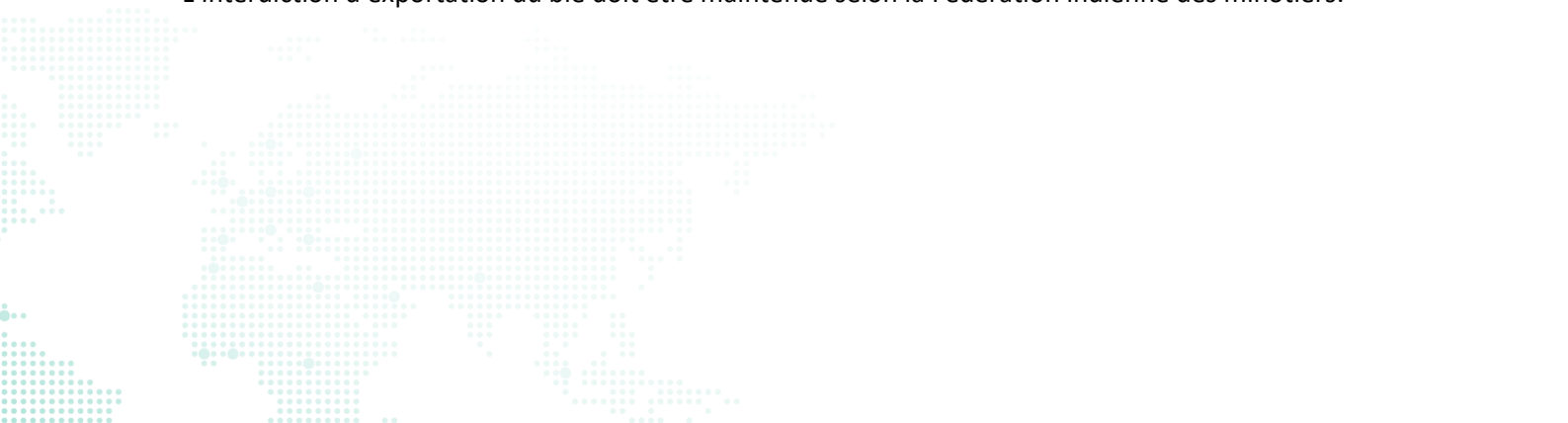
Environnement

- Des vagues de chaleur et pluies hors saisons affectent les récoltes indiennes, illustrant les difficultés croissantes du secteur agricole face au changement climatique.
- L'Inde occupe la cinquième place dans le classement des pays ayant le plus contribué au réchauffement climatique.
- Deux zones de forêts primaires se retrouvent sur la liste des enchères d'exploitation commerciale de mines de charbon.

Numérique

- Les nouvelles règles pour les jeux en lignes laissent en grande partie le secteur s'autoréguler via la mise en place de multiples organismes d'autorégulation accrédités par l'État central.
- La nouvelle politique spatiale indienne ouvre davantage le secteur spatial à la participation du secteur privé.

Agriculture

- Anomalie de prix. Les ventes d'engrais ont augmenté de 2 % entre avril et février de l'année fiscale 2023, grâce à l'augmentation des ventes d'urée et de DAP.
 - Axis Bank s'associe à l'ITC pour offrir des produits de prêt rural aux agriculteurs des régions rurales reculées.
 - Les discussions du deuxième G20 Agricole doivent aboutir à un consensus sur la croissance de l'agriculture mondiale.
 - Une nouvelle étude Kantar révèle que les prix élevés réduisent les dépenses consacrées aux produits de base quotidiens.
 - L'interdiction d'exportation du blé doit être maintenue selon la Fédération indienne des minotiers.
- 

Énergie

Le Ministère des Energies Nouvelles et Renouvelables (MNRE) a annoncé des appels d'offre à venir pour le déploiement de capacités d'énergies renouvelables, en forte hausse par rapport aux années précédentes (50 GW par an à partir de l'année fiscale 2023-2024 contre 15 GW au maximum par le passé).

Bhupinder Singh Bhalla, le Directeur Général du MNRE a annoncé des appels d'offre à venir pour 50 GW de capacités cumulées d'énergies renouvelables tous les ans d'ici 2030. Cela représente une forte hausse, les appels d'offre cumulés sur une année du MNRE n'ayant jamais dépassés les 15 GW.

Bhupinder Singh Bhalla, le Directeur Général du MNRE a également souligné que les appels d'offre déjà lancés par le Ministère pour produire en Inde 48 GW de panneaux photovoltaïques dans le cadre du programme *production-linked incentive* (PLI) permettront à la fois de soutenir l'installation de nouvelles capacités renouvelables en Inde et de répondre à la demande mondiale.

A l'horizon 2047, l'Inde prévoit de disposer de 1 200 GW de capacité d'énergies renouvelables installées, pour lesquels 340 GW de stockage seront nécessaires, 120 GW d'hydroélectricité et 50 GW de nucléaire. Si les stations hydroélectriques de transfert d'énergie par pompage (STEP) permettraient de répondre à 80-90 GW de la demande de stockage d'énergie, les batteries joueront un rôle essentiel (250 GW de capacité de stockage).

[En savoir plus](#)

Le Ministère de l'Énergie souhaite intégrer au sein de l'entreprise publique la National Hydropower Corporation (NHPC) deux filiales d'une autre entreprise publique la National Thermal Power Corporation (NTPC), afin de créer une seule entreprise publique d'hydroélectricité.

Le Ministère de l'Énergie a annoncé son intention de vendre deux filiales de la NTPC à la NHPC. D'après le ministre de l'Énergie M. R. K. Singh, l'efficacité du système serait ainsi améliorée et les coûts réduits. En effet, cette fusion créera une seule grande entreprise publique d'hydroélectricité qui disposerait d'une capacité installée d'hydroélectricité de 20 GW. Les deux filiales concernées avaient été acquises 3 ans plus tôt par NTPC pour 1,21 Mds EUR.

La part d'hydroélectricité dans le mix énergétique indien est passée de 49% il y a 15 ans à 11% aujourd'hui, en

partie en raison de difficultés à développer de nouveaux projets. Le Ministère n'a pas évoqué d'autres entreprises qui pourraient être acquises par la NHPC.

[En savoir plus](#)

Les premiers appels d'offre pour bénéficier de subventions à la production d'hydrogène vert en Inde seront lancés ce trimestre et ces incitations s'élèveront au maximum à 0,55€/kg (50 INR/kg) la première année, soit près de 15 % du prix actuel de production de l'hydrogène vert en Inde.

La première des trois tranches d'appels d'offre pour les incitations à produire de l'hydrogène vert en Inde aura lieu ce trimestre. Ces appels d'offre permettront d'obtenir une subvention pendant 3 ans avec un maximum de 50 INR/kg (0,55 €/kg) pour la première année de production et 30 INR/kg la dernière année. *[Non mentionné dans l'article : le coût de l'hydrogène vert en Inde se situe aujourd'hui autour de 300 INR/kg contre 160-200 INR/kg pour l'hydrogène gris]*. Le Ministère définira le périmètre retenu sur la définition d'hydrogène vert avant de lancer l'appel d'offre. Ces appels d'offre ont pour objectif de couvrir 400 000 tonnes de production par an, avec une limite de 150 000 tonnes par bénéficiaire du programme de subvention.

Cette démarche s'inscrit dans le programme SIGHT (Strategic Interventions for Green Hydrogen Transition) défini par la Mission Nationale sur l'Hydrogène Vert, qui vise une capacité de production domestique de 5 millions de tonnes par an d'ici 2030. Les exonérations des charges de transmission interétatique de l'électricité pour la production d'hydrogène vert, qui pourraient être étendues jusqu'en 2030, font également partie du programme SIGHT.

Les appels d'offre pour bénéficier de subventions pour la fabrication domestique d'électrolyseurs aura lieu aussi ce trimestre. La subvention sera de 49 EUR/kW (4 440 INR/kW) la première année et diminuera progressivement jusqu'à atteindre 16,4 EUR/kW (1 480 INR/kW) la cinquième année.

[En savoir plus](#)

Des réformes dans le système électrique sont envisagées pour réduire la dette des entreprises de distribution d'électricité (discoms) et attirer les investissements privés sur l'ensemble de la chaîne de valeur du système électrique.

Un rapport de la Power Finance Corporation (PFC) indique que les entreprises de distribution d'électricité (discoms) ont réduit les pertes techniques sur le réseau de distribution mais font toujours face à un endettement très important. L'Etat fédéral a mis en place un plan de sauvegarde en 2020, à la condition que les discoms publiques atteignent certains objectifs, et les Etats fédérés ont pu davantage s'endetter à condition de mener des réformes du secteur de l'électricité. Malgré cela, ces derniers ont réduit leurs dépenses d'investissement, et les discoms pourraient faire face à une crise de liquidité au début de l'été.

Pour y remédier, un comité du Parlement examine actuellement une manière de diminuer les barrières à l'entrée du marché de la distribution d'électricité. Cela permettrait au secteur privé d'investir dans le secteur, augmentant la concurrence. Ces mesures doivent permettre de redonner confiance aux investisseurs privés sur le secteur de l'énergie en Inde, alors qui sont en train de retirer leurs capitaux y compris sur les projets de production d'électricité car la situation financière très dégradée des acteurs en bout des chaînes (les discoms) est une menace pour l'ensemble du système.

[En savoir plus](#)

A l'occasion de la visite du roi du Bhoutan en Inde, les deux pays ont réaffirmé leur volonté de mettre le développement de l'hydroélectricité au cœur de leur relation bilatérale.

Seon le communiqué de presse conjoint, l'hydroélectricité qui est au centre de la relation bilatérale entre l'Inde et le Bhoutan, représente une source d'énergie qui permet de répondre en partie à la forte hausse de la demande d'électricité en Inde et en miroir une source de revenus conséquente pour le Bhoutan.

Le dernier projet en date, Mangdechhu HEP, d'une puissance de 720 MW, a été inauguré en 2019. Au total, les installations en fonctionnement représentent 2 136 MW de puissance, avec de nombreux projets supplémentaires dans les années à venir. Les deux parties ont mis en avant les progrès réalisés pour la construction du barrage Punatshangchhu-II HEP d'une puissance de 1 020 MW qui devrait entrer en service en 2024.

Le communiqué de presse souligne que l'accord facilitant les échanges d'électricité a permis au Bhoutan d'importer de l'électricité indienne lorsque ce pays a fait face à un déficit de production durant l'hiver dernier.

Les deux pays souhaitent par ailleurs étendre leur coopération à d'autres énergies renouvelables, l'Inde pouvant assurer un soutien technique et financier. Enfin,

les deux pays souhaitent une coopération renforcée dans la région, avec notamment une proposition d'accord trilatéral impliquant le Bangladesh.

[En savoir plus](#)

Transport

Un premier tronçon de 17 km de la ligne ferroviaire régionale semi-grande vitesse Delhi-Ghaziabad-Meerut devrait entrer en service en juin 2023.

Le *Chief Secretary* de l'Uttar Pradesh, Shri Durga Shanker Mishra, et le directeur général de l'opérateur des transports de la région capitale NCRTC (National Capital Region Transport Corporation), Shri Vinay Kumar Singh, ont visité la section prioritaire de 17 km du corridor Delhi-Ghaziabad-Meerut. Dans le cadre du projet RRTS (*Regional Rapid Transit System*) de développement de trains rapides régionaux, cette première section devrait entrer en service dès le mois de juin. Dans le cadre de l'initiative « Make in India », Alstom fournit le matériel roulant conçu à Hyderabad et produit dans leur usine de Savli au Gujarat.

Cette ligne RRTS mettra également en œuvre des systèmes de signalisation à la pointe de l'innovation mondiale avec le premier système ETCS de niveau 2 déployé en Inde, associé aux dernières innovations constituant une première mondiale. Le projet devrait être livré dans sa globalité en juin 2025, en avance sur le calendrier initial.

[En savoir plus](#)

Le ministre des Ports, du Transport Maritime et des Voies navigables insuffle une nouvelle dynamique au cabotage maritime en proposant de lui accorder le statut d'infrastructure et d'ouvrir la possibilité de financer les projets en PPP avec subvention d'équilibre (Viability Gap Funding)..

Le ministre des Ports, du Transport Maritime et des Voies navigables (MoPSW), Shri Sarbananda Sonowal, a proposé d'accorder le statut d'infrastructure au cabotage maritime, reflétant ainsi la priorité de ce secteur pour le gouvernement. Ce statut permet de bénéficier de plusieurs avantages dont des prêts à meilleurs taux. Des consultations sont également en cours pour développer le cabotage maritime dans le cadre de partenariats public-privé et son inclusion dans la liste des secteurs éligibles au programme VGF (Viability Gap Funding) du ministère des Finances.

S. Sonowal a également évoqué certains projets d'infrastructures dont le futur port maritime en eaux profondes de VadHAVAN (Maharashtra), des projets d'augmentation de capacité et de connexion des voies navigables nationales NW1 Gange et NW2 Bramapoutre pour améliorer la desserte de la région nord-est de l'Inde à travers le Bangladesh et le projet de corridor multimodal pour améliorer les échanges de l'Inde avec le Bangladesh, le Népal et le Bhoutan estimé entre 776 M et 998 M EUR (7000 – 9000 Crores INR).

[En savoir plus](#)

Statiq, fournisseur de réseau de recharge de véhicules électriques, a remporté une commande de l'entreprise publique Hindustan Petroleum (HPCL) pour le déploiement de 500 bornes de recharge.

Ces bornes, destinées y compris aux deux roues, seront installées dans les points de vente de HPCL dans douze états : Andhra Pradesh, Assam, Chhattisgarh, Gujarat, Himachal Pradesh, Kerala, Madhya Pradesh, Maharashtra, Orissa, Rajasthan, Tamil Nadu et Bengale-Occidental.

Cette annonce marque une accélération du rythme de déploiement après les 200 bornes de rechargées installées par Statiq dans les stations HPCL l'an dernier.

[En savoir plus](#)

Adani Ports and Special Economic Zone Limited (APSEZ) a fait l'acquisition du port de Kairakal (Pondichéry) pour 164,7 M EUR (1485 Cr INR) renforçant ainsi sa position dominante dans le secteur du transport et de la logistique.

APSEZ étend son empreinte sur la côte orientale en rachetant le port en eau profonde de Karaikal après la faillite de la société de gestion Karaikal Port Private Ltd. Karan Adani, le PDG d'APSEZ, compte investir 94,3 M EUR (850 Cr INR) pour moderniser les infrastructures, doubler la capacité du port sur les 5 prochaines années et ajouter un terminal de conteneurs. Grâce à cette acquisition APSEZ compte désormais un réseau de 14 ports et terminaux sur les côtes indiennes. APSEZ ambitionne de traiter annuellement 500 millions de tonnes de fret en 2026 et souhaite se positionner comme le premier opérateur portuaire mondial et le premier opérateur de transport et logistique de l'Inde d'ici 2030.

[En savoir plus](#)

Ville

Le Comité d'experts de haut niveau sur la planification urbaine a remis son rapport final au ministre du Logement et des Affaires Urbaines (MoHUA).

Dans son rapport de septembre 2021, le think tank NITI Aayog a proposé un ensemble de réformes pour développer les compétences en planification urbaine en Inde, signalant que moins de la moitié des villes bénéficiait d'un plan directeur. Dans la lignée de ce rapport, le gouvernement a annoncé dans le budget 2022-2023 la constitution d'un comité d'experts de haut niveau composé de 10 membres et présidé par M. Keshav Varma, ancien président de la Sabarmati Riverfront Development Corporation pour créer un nouveau paradigme de l'urbanisation en Inde.

Après un an de travaux, le comité a remis ses recommandations finales à Shri Hardeep Singh Puri, ministre du Logement et des Affaires Urbaines (MoHUA). Les réformes proposées devraient permettre d'améliorer les capacités de planification urbaine en commençant par 25 villes pilotes. La planification urbaine constitue un enjeu majeur pour le pays qui fait face à une forte croissance de sa population urbaine avec une prévision d'accueil de près de 400 millions de nouveaux urbains d'ici 2050.

[En savoir plus](#)

Environnement

Des vagues de chaleur et pluies hors saisons affectent les récoltes indiennes, illustrant les difficultés croissantes du secteur agricole face au changement climatique.

Après avoir subi des températures anormalement élevées en mars 2022, l'Inde a fait face cette année à d'importantes pluies inhabituelles pour la saison, endommageant les récoltes alimentaires indiennes dans une large partie du pays, avec un impact estimé à 8 à 10% des récoltes de blé. Ces difficultés interviennent alors qu'une vague de chaleur avait déjà impacté la récolte de blé de 2022, aggravant ainsi les tensions sur les stocks disponibles alors que le prix des produits alimentaires subit une inflation importante. Le gouvernement du Maharashtra a reconnu ces pluies comme catastrophe naturelle, et plusieurs états prévoient des aides à destination des agriculteurs. En réponse à ces pertes, la Food Corporation of India prévoit de prolonger l'interdiction d'exportation de blé.

Ces événements extrêmes illustrent les difficultés croissantes auxquelles fait face le secteur agricole indien. Le ministre de l'Agriculture, Shri Narendra Tomar a déclaré devant le Parlement que son ministère envisage

une réduction de 20% du rendement du blé en 2050 et de 48% à horizon 2080.

[En savoir plus](#)

L'Inde occupe la cinquième place dans le classement des pays ayant le plus contribué au réchauffement climatique, selon une étude réalisée par un groupe d'experts.

Le document a été rédigé par des chercheurs du Tyndall Centre for Climate Change Research de l'Université d'East Anglia (UEA), du CICERO Center for International Climate Research à Oslo et de l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) en Autriche. Ces chercheurs ont évalué les contributions nationales au changement climatique dues aux émissions historiques de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux depuis 1850 pour tous les pays.

L'Inde aurait ainsi causé un réchauffement de la planète de 0,08°C entre les années 1850 et 2021. L'Inde serait le cinquième pays ayant le plus participé au réchauffement climatique à ce jour, derrière les Etats-Unis, la Russie, la Chine et le Brésil. Une étude similaire en 2005 plaçait l'Inde en dixième position. Cette estimation repose sur les données d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄) et protoxyde d'azote (N₂O).

Dans la moitié des pays, le secteur UTCATF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie) contribue significativement au réchauffement climatique avec un réchauffement de 0,04°C depuis 1850. Néanmoins les énergies fossiles sont la première cause de réchauffement récent, contribuant quatre fois plus au réchauffement que le secteur UTCATF depuis 1992.

[En savoir plus](#)

Deux zones de forêts primaires se retrouvent sur la liste des enchères d'exploitation commerciale de mines de charbon.

Parmi les mines de charbon mises aux enchères par le gouvernement indien fin mars se trouvent deux parcelles de forêt dense, dans le Chhattisgarh et dans le Madhya Pradesh. En 2012, le ministère de l'Environnement avait monté un comité pour établir une liste de forêts dans lesquelles l'exercice d'activités non forestières causerait des dommages irréversibles. La liste n'ayant pas été finalisée, ces deux zones se retrouvent aujourd'hui menacées par les activités d'extraction de charbon. Le ministère du Charbon précise que les éventuels acquéreurs de ces terrains devront obtenir les autorisations environnementales nécessaires à leur exploitation.

Certains spécialistes sont inquiets des conséquences de cette décision sur la biodiversité indienne. Debadityo

Sinha, du think tank Vidhi Central for Legal Policy, souligne que la biodiversité et les espaces naturels du centre de l'Inde ont déjà subi des dommages irréversibles, et que de nombreuses communautés locales vivent de ces écosystèmes forestiers.

[En savoir plus](#)

Numérique

Les nouvelles règles pour les jeux en lignes laissent en grande partie le secteur s'autoréguler via la mise en place de multiples organismes d'autorégulation accrédités par l'État central.

Proposées pour la première fois en janvier 2023, les règles définitives sur les jeux en ligne ont été publiées par le Ministère de l'Électronique et des Technologies de l'Information (MeitY) le 6 avril 2023. Ces règles sont des amendements aux règles de 2021 sur les technologies de l'information et laissent en grande partie le secteur s'autoréguler via la mise en place d'organismes d'autorégulation regroupant des représentants du secteur ainsi que des experts techniques en psychologie notamment que le MeitY approuvera. Les jeux d'argent en ligne devront être vérifiés par un des ces organismes d'autorégulation et les entreprises doivent mettre en place des mécanismes de recours et des processus de vérification similaires à ceux des entreprises des réseaux sociaux, qui ont été définies dans les règles sur les technologies de l'information de 2021. Les représentants des entreprises ont bien reçu ces nouvelles règles qui permet de clarifier le processus de vérification et devrait permettre de lever l'interdiction générale actuelle des jeux d'argent en ligne dans différents États du pays.

[En savoir plus](#)

La nouvelle politique spatiale indienne ouvre davantage le secteur spatial à la participation du secteur privé.

Soucieux de combler les lacunes en matière d'applications spatiales commerciales, le Ministère indien a décidé d'ouvrir le secteur spatial à la participation du secteur privé en 2020. Jusqu'à cette date, la plupart des programmes spatiaux du pays étaient entièrement menés par l'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) et se concentraient principalement sur des programmes d'exploration spatiale. Le gouvernement a également créé deux nouvelles entités : le Centre national indien de promotion et d'autorisation spatiale (INSPACE) et une unité du secteur public appelée New Space India Limited (NSIL).

Le 6 avril 2023, le gouvernement indien a approuvé la politique spatiale indienne par l'intermédiaire d'un comité ministériel présidé par le Premier ministre Modi. Il a précisé que l'ISRO continuerait à se concentrer sur la recherche et le développement de technologies spatiales avancées, que les activités stratégiques telles que la production, l'assemblage et l'intégration de lanceurs avec l'industrie (comme les lancements d'opérateurs de satellites OneWeb) relèveraient de la NSIL et que l'INSPACe assurerait l'interface entre les acteurs du secteur privé et l'accès à l'ISRO.

[En savoir plus](#)

Agriculture

Anomalie de prix. Les ventes d'engrais ont augmenté de 2 % entre avril et février de l'année fiscale 2023, grâce à l'augmentation des ventes d'urée et de DAP.

La consommation d'urée de l'Inde, qui a baissé pour la première fois en cinq ans au cours de l'année 2021-22, était de 34,11 millions de tonnes entre avril et février de l'année 2022-23, plus élevée que les 33,86 MT de l'ensemble de l'année fiscale 2021-2022. Les ventes totales d'engrais ont augmenté de 2 % suite à une hausse de 7 % des ventes d'urée et de 15 % des ventes de phosphate de diammonium au cours de la période avril-février de l'exercice en cours. Mais l'utilisation de deux autres catégories de fertilisants - le chlorure de potassium (MoP) et le complexe (combinaison d'éléments nutritifs) - a chuté au cours de cette période. Les experts ont déclaré que cette utilisation déséquilibrée pourrait aggraver le déséquilibre des engrais dans les sols, à moins que les prix de ces engrais ne soient modifiés.

[En savoir plus](#)

Axis Bank s'associe à l'ITC pour offrir des produits de prêt rural aux agriculteurs des régions rurales reculées.

Le partenariat Axis Bank-ITC permettra à Axis Bank de répondre aux besoins financiers des agriculteurs non ou mal desservis des régions rurales les plus reculées du pays. "La banque proposera une large gamme de produits d'actif et de passif tels que des prêts aux agriculteurs, des prêts pour l'achat d'or, etc." a annoncé l'entreprise dans les médias.

[En savoir plus](#)

Les discussions du deuxième G20 Agricole doivent aboutir à un consensus sur la croissance de l'agriculture mondiale.

La deuxième réunion des adjoints à l'agriculture (ADM) du groupe de travail sur l'agriculture du G20 discute de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre d'une approche intelligente du climat. La réunion des 19 pays membres, 10 pays invités et 10 organisations internationales se concentrera sur la rédaction d'un communiqué, couvrant quatre domaines thématiques - la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, les chaînes de valeur agricoles inclusives et la numérisation pour la transformation de l'agriculture.

[En savoir plus](#)

Une nouvelle étude Kantar révèle que les prix élevés réduisent les dépenses consacrées aux produits de base quotidiens.

Selon une étude publiée par Kantar, les Indiens ont consommé moins de produits d'épicerie courante et d'articles ménagers essentiels au cours de l'année qui s'est achevée en janvier qu'au cours de la même période de l'année précédente, tandis que plus de la moitié des ménages indiens n'ont pas dépensé pour des articles de consommation courante tels que les boissons gazeuses, les soupes emballées et les jus de fruits, en raison des pressions inflationnistes.

[En savoir plus](#)

L'interdiction d'exportation du blé doit être maintenue selon la Fédération indienne des minotiers.

L'interdiction des exportations de blé et de produits à base de blé tels que l'atta (farine), le maida (farine raffinée) et le suji (sémoule) doit être maintenue même pour l'exercice 2023-24, a déclaré la Roller Flour Millers' Federation of India (Fédération indienne des minotiers). "Le solde de clôture du gouvernement pour le blé sera au plus bas cette année", a déclaré Pramod Kumar S, président de la Fédération indienne des minotiers, ajoutant que le maintien de l'interdiction d'exporter contribuera à la reconstitution des stocks.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Delhi
110021, INDIA

Rédacteurs : Logan PASBEAU, Feli VISCO, Moulshree DAGAR, Soana
GRAVE, Camille DECHAVASSINE, Monique TRAN, Marie
KHATER, Marion VELUT

Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie->